

Plateforme d'échange d'informations COVID-19 Entre les membres de RegulaE.Fr :

Contribution de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie- ARSE-Niger

1. OBJECTIF

1.1 Un projet collaboratif

Afin de continuer à faire vivre RegulaE.Fr malgré l'arrêt ponctuel de ses activités présentes de ce début d'année 2020, le Comité de coordination propose aux membres de RegulaE.Fr de mener un **projet collaboratif d'échange d'informations sur les mesures nationales prises pour faire face aux conséquences de la crise du covid-19 sur le secteur de l'énergie.**

Cette initiative est inspirée de ce qui a récemment été fait au niveau européen par le CEER (Conseil des Régulateurs Européens de l'Energie) avec le « *Covid-19 crisis forum* », qui consiste en une plateforme en ligne destinée à mettre en commun les réponses apportées par les régulateurs membres du CEER et leurs gouvernements pour répondre à la crise sanitaire du covid-19 dans le secteur de l'énergie. Cet outil est toutefois réservé aux membres du CEER.

Il s'agit de créer une plateforme similaire entre les membres de RegulaE.Fr. A ce stade, une telle plateforme serait uniquement dédiée aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire.

Cette plateforme a deux objectifs : d'une part, faire un bilan de la situation dans les différents pays du réseau (Afrique de l'ouest, Amérique du nord, Asie Pacifique, Europe) afin que les régulateurs francophones puissent se situer dans l'avancée de la gestion de crise ; et d'autre part, donner aux régulateurs francophones **un accès facilité aux mesures nationales mises en place par leurs homologues**, afin de repérer les pratiques les plus pertinentes pouvant être source d'inspiration localement.

1.2 Les participants

Toutes les autorités de régulation nationales francophones membres de RegulaE.Fr sont invitées à se joindre au projet. Plus la diversité du réseau sera représentée dans cette plateforme, plus les solutions proposées à la crise sanitaire actuelle seront variées et leur partage utile.

Les contributions et l'expertise des **partenaires de RegulaE.Fr**, institutionnels ou académiques, seront également les bienvenues, sous différentes formes possibles.

2. MISE EN ŒUVRE

2.1 Une page du site de RegulaE.Fr

La plateforme sera concrètement mise en place sur une **nouvelle page du [site internet de RegulaE.Fr](http://www.regulae.fr)** et sera régulièrement enrichie de vos contributions.

L'ensemble des documents en ligne pourra être facilement téléchargé depuis le site internet.

2.2 La mobilisation des membres

Un **point de contact sera identifié au sein de chaque membre du réseau** et sera chargé de transmettre au Secrétariat de RegulaE.Fr la contribution de son régulateur, selon la structure et le délai convenus en amont. La **liste des points de contact** se trouve en annexe (1) du document.

3. CONTENU

3.1 Les questions

Les membres du réseau sont invités à partager des informations qui pourraient s'articuler autour des questions suivantes :

1. **Dans quelle mesure le secteur énergétique de votre pays a-t-il été affecté par la crise covid-19 ?**
2. **Des mesures d'urgence ont-elles été adoptées pour répondre aux conséquences de cette crise ?**
 - Si oui, lesquelles (mesures prises par le régulateur/le gouvernement) et dans quel but (protéger les consommateurs, assurer la sécurité d'approvisionnement etc.) ?
 - Quelles mesures ont été prises par les opérateurs du secteur énergétique ?
3. **Dans quelle mesure le fonctionnement du régulateur a-t-il été affecté par la crise sanitaire ?**
 - Quelles nouvelles consignes ont été adressées au personnel (lieu de travail, emploi du temps, etc.) ?
 - Quels moyens de communication virtuelle le régulateur utilise-t-il ? En interne et en externe ?
4. **Quel rôle jouent les institutions régionales dans la gestion de la crise ?**
 - Des mesures régionales ont-elles été prises par les institutions régionales, par exemple l'ARREC en Afrique de l'Ouest, pour accompagner les autorités de régulation nationales dans la gestion des effets sur le secteur énergétique de la crise ?
 - Quels impacts cette crise a-t-elle sur les échanges transfrontaliers d'énergie ?
5. **Quelles sont, selon vous, les conséquences à moyen/long-terme de cette crise sur le secteur énergétique de votre pays, région ?**

Le **questionnaire Word à remplir** pour répondre à ces questions se trouve en annexe (2) du document. A titre d'illustration, le Secrétariat vous a transmis la fiche réalisée par la CRE pour le CEER et transmettra dans les meilleurs délais les réponses de la CRE audit questionnaire.

a. Le calendrier

- **Pour le 25 mai 2020** : chaque régulateur confirme sa participation au projet et le nom de la personne de contact au sein du régulateur qui assurera la liaison avec RegulaE.Fr sur ce dossier ;
- **Pour le 8 juin 2020** : les points de contact des régulateurs transmettent au Secrétariat le questionnaire Word complété.

4. RESULTATS

L'ensemble des informations qui auront été transmises par les membres du réseau seront rendues disponibles sur la page de la plateforme sur le site de RegulaE.Fr. Les régulateurs sont donc invités à communiquer des **informations publiques**.

Un bilan sur l'utilité de cette plateforme d'échange, créée à l'occasion de la crise sanitaire que nous connaissons, pourra être fait par les membres du réseau afin de décider ou non de la pérennisation d'une telle plateforme d'échange et de son extension à d'autres sujets.

ANNEXE 1
Points de contact « communication » des 28 membres de RegulaE.Fr

Pays	ARN	Prénom et nom	Mail	Téléphone
EUROPE				
Belgique	CREG	Chorok CHICHAH (Mme)	chorok.chichah@creg.be	+32 2 289 76 33
Bulgarie	EWRC	Borislava PETRAKIEVA (Mme) Vera GEORGIEVA (Mme)	BPetrakieva@dker.bg VKirilova@dker.bg	+359 2 9359 745 +359 2 9359 680
France	CRE	Rébecca RADEREAU (Mme)	rebecca.radereau@cre.fr	+33 1 44 50 89 26
Lettonie	SPRK	Lija MAKARE (Mme)	Lija.Makare@sprk.gov.lv	+371 67097211
Luxembourg	ILR	Maïa Nicté MAZARIEGOS (Mme) Pamela Elvira BOERI (Mme)	nicté.mazariegos@ilr.lu pamela.boeri@ilr.lu	+352 28 228 256 +352 28 228 349
Roumanie	ANRE	Lusine CARACASIAN (Mme)	lcaracasian@anre.ro	+40 21 327 8135
AFRIQUE				
Algérie	CREG	Karima MEDEDJEL (Mme)	karima.mededjel@creg.energy.gov.dz	+213 21 48 81 48
Bénin	ARE	Polycarpe BASILE GBEDJI (Mr) Polycarpe Paul AGONGLO (Mr)	polycarpe.basilegbedji@yahoo.com agonglopolycarpe@googlemail.com	+229 97.17.62.69 +229 96 96 58 58
Burkina Faso	ARSE	Yaya SOURA (Mr)	yayasoura@yahoo.fr	+226 70 26 29 83
Burundi	AREEN	Solange MURERWA (Mme)	solangemurerwa2007@gmail.com	+257 79497611
Cameroun	ARSEL	Shalman ETUTU MAWONDO (Mr) Adèle MEKAK FOGUE (Mme)	smawondo@arsel-cm.org amekak@arsel-cm.org	+237 67764 5044
Centrafrique	ARSEC	Prosper BEANGAI (Mr)	beangaiprosper@yahoo.fr	+236 75 54 74 95
Congo Brazzaville	ARSEL	Michel MAMBOU (Mr)	mamboumesso@gmail.com	
Côte d'Ivoire	ANARE-CI	Apollinaire KOUDOU (Mr) Sanson Camille AHUI (Mr)	akoudou@anare.ci scahui@anare.ci	+225 20 20 61 94 +225 20 20 60 20
Guinée-Conakry	ARSEE	Mohamed DONKO (Mr)	donkomadi@gmail.com	
Madagascar	ORE	Rivoharilala RASOLOJAONA (Mr)	r.rasolojaona@ore.mg	+261 20 22 641 91
Mali	CREE	Sidy Mohamed Coulibaly (Mr)	scoulibaly@creemali.org; sidycoul2@yahoo.fr	+223 66844162
Maroc	ANRE	Sarah BENBRAHIM (Mme)	sarah.fount@gmail.com	

Maurice	URA	Suraj BOISEMO NAIKO (Mr) Kritina SUNGKUR (Mme)	snaiko@uramauritiu.s.mu ksungkur@uramauritiu.s.mu	+230 454 8070 +230 454 8079
Mauritanie	ARE	Mohamed AHMED ETVAGA (Mr)	m.elbou@are.mr	
Niger	ARSE	Illiasou Mahamadou Chefou Saibou Dodo	igmahamadou@yahoo.fr chefousaibou@yahoo.fr	+227 88 03 65 62 +227 96 31 32 59
Sénégal	CRSE	Aïssatou Mbene KANE (Mme)	kaneaissatou@yahoo.fr	+221 77 740 64 95
Togo	ARSE	Marc Dossè KOUAKANI- ASSI (Mr)	marc.kouakani@arse.tg	+228 22 22 20 78
AMÉRIQUES				
Canada	ONE	Jacqueline VANHOUCHE (Mme) Amy COLEMAN (Mme)	jacqueline.vanhouche@neb- one.gc.ca amy.coleman@neb-one.gc.ca	+1 403-299-2725 +1 403-299-3927
Canada (Québec)	Régie de l'Énergie	Louise ROZON (Mme)	louise.rozon@regie-energie.qc.ca	
Canada (Nouveau- Brunswick)	CESP	Caroline LEBLANC- ARSENEAU (Mme)	Caroline.Lebanc- Arseneau@nbeub.ca	
Haïti	ANARSE	Sybille COLIMON (Mme)	sybille.colimon@anarse.gouv.ht	
ASIE				
Polynésie	APC	Yasmina QUESNOT (Mme)	y.quesnot@autorite- concurrence.pf	+689 40504900

ANNEXE 2**Questionnaire sur les mesures covid-19****1. Dans quelle mesure le secteur énergétique de votre pays a-t-il été affecté par la crise covid-19 ?**

La crise liée au COVID-19 a engendré le ralentissement de toutes les activités socio-économiques dans le pays. Ainsi, au niveau du secteur énergétique, on a enregistré une baisse de la demande d'électricité, une modification de la courbe de charge avec un déplacement des horaires de pointe, l'arrêt de certains travaux non essentiels nécessitant des déplacements des équipes hors de Niamey du fait de l'isolement sanitaire de la ville de Niamey (exemple travaux de construction de lignes électriques, électrification rurale, nouvelles connexions), report de certains travaux de maintenance nécessitant le recours à des experts étrangers du fait de la fermeture des frontières, etc.

2. Des mesures d'urgence ont-elles été adoptées pour répondre aux conséquences de cette crise ?

- Si oui, lesquelles (mesures prises par le régulateur/le gouvernement) et dans quel but (protéger les consommateurs, assurer la sécurité d'approvisionnement etc.) ?

Prise en charge par le Gouvernement des factures d'électricité des mois d'avril et mai pour les consommateurs dont le niveau de consommation ne dépasse pas 10 kWh

- Quelles mesures ont été prises par les opérateurs du secteur énergétique ?
- Sensibilisation du personnel sur les mesures barrières ;
- Restriction des accès dans les bureaux et mise en congé du personnel non essentiel ;
- Modification du plan de délestage pour prioriser les centres de santé et les lieux de confinement ;
- Mise en application de mesures de gestion de la file d'attente devant les guichets de règlement des factures d'électricité ;
- Port des gants et masques par les pompistes au niveau des stations-services ;
- Fermeture des stations-services pendant les heures du couvre-feu décrété par le Gouvernement.

3. Dans quelle mesure le fonctionnement du régulateur a-t-il été affecté par la crise sanitaire ?

- Quelles nouvelles consignes ont été adressées au personnel (lieu de travail, emploi du temps, etc.) ?
- Modification des horaires de travail : 8h à 14h sans interruption
- Suppression des réunions hebdomadaires de coordination
- Exhortation du personnel au respect des mesures barrières sur le lieu du travail (lavage des mains, utilisation du gel hydro alcoolique, port des masques, observation d'une distance sociale d'au moins un (01) mètre entre les agents, interdiction des visites non professionnelles)
- Quels moyens de communication virtuelle le régulateur utilise-t-il ? En interne et en externe ?

- Echange téléphonique et par mail en interne et en externe ;
- Visio/audio-conférence pour les communications à l'externe (utilisation de l'application Zoom)

4. Quel rôle jouent les institutions régionales dans la gestion de la crise ?

- Des mesures régionales ont-elles été prises par les institutions régionales, par exemple l'ARREC en Afrique de l'Ouest, pour accompagner les autorités de régulation nationales dans la gestion des effets sur le secteur énergétique de la crise ?

L'ARSE n'a pas été informée des mesures prises par les institutions régionales pour accompagner les autorités de régulation dans la gestion des effets de la crise sanitaire sur le secteur énergétique

- Quels impacts cette crise a-t-elle sur les échanges transfrontaliers d'énergie ?

Globalement, il n'y a pas d'impacts considérables en dehors des dépannages (en cas de panne sur les lignes d'interconnexion) qui sont devenus plus lents.

5. Quelles sont, selon vous, les conséquences à moyen/long-terme de cette crise sur le secteur énergétique de votre pays, région ?

Une des conséquences, c'est l'aggravation de la tension de la trésorerie du fait de la réduction significative des ventes au niveau des gros clients et des impayés de l'Etat. Il est à craindre également la détérioration de certains indicateurs techniques (nombre/durée des coupures d'électricité, couverture de la demande, etc).

Il y'aura aussi, le retard dans la mise en œuvre de certains projets comme celui de l'interconnexion Dorsale nord du WAPP et certains projets d'extension et de renforcement des réseaux électriques.